

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 30 juin 2015 (4^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-06-04 /50

OBJET: Retrait de la délibération COM2015-02-02/14 portant attribution d'une indemnité forfaitaire de frais de représentation aux DGA.

L'an deux mille quinze, le trente juin 2015 à 18h14 le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-quatre (24)

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moise, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMIERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Quatre (4)

M. ANZALA Jean à M. PORLON Pierre,
Mme ARMOUGON Betty à M. HILL Joseph,
Mme LAUG Caroll à M. DELTA Edouard,
Mme OUJAGIR Nadia à M. ROUX Harry.

CONSEILERS EXCUSES : Trois (3)

Mme JASMIN Victoire, M. LOMBION Jean-Claude, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila.

CONSEILLERS ABSENTS : Cinq (5)

M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz.

A été élu secrétaire de séance : M. HILL Joseph.

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée, relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes ;



Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n° COM 2015-02-02-14 du 27 février 2015 relative au versement de l'indemnité forfaitaire de représentation aux directeurs généraux adjoints de la CANGT ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu le courrier en date du 20 avril 2015, par lequel les services de l'Etat ont demandé à la CANGT de retirer la délibération n° COM 2015-02-02-14 du 27 février 2015 ;

Considérant que selon la loi de 1990 modifiée, précitée, seuls les directeurs généraux adjoints des établissements publics de coopération intercommunales à fiscalité propres de plus de 80 000 habitants sont concernés par l'attribution des frais de représentation.

Considérant que la délibération du 27 février 2015 précitée, accordait le versement d'une indemnité forfaitaire de représentation aux directeurs généraux adjoints de la CANGT.

Considérant que la population totale de la CANGT est de 59 230 habitants.

Considérant dès lors, qu'au regard de population de la CANGT, les directeurs généraux adjoints de la communauté ne peuvent pas percevoir cette indemnité.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

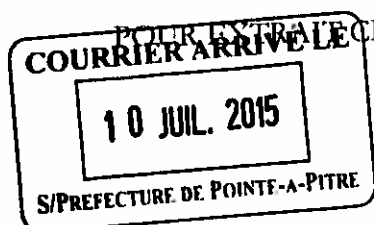
Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De procéder au retrait de la délibération n° COM 2015-02-02-14 en date du 27 février 2015, portant attribution de la prime de représentation aux DGA de la CANGT.

ARTICLE 2 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.



La Présidente
Gabrielle LOUIS-CARABIN
Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Moïse à l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.